



L'ensemble des établissements et services adhérents au GEPSO, sont soumis à l'évaluation externe.

Pour réaliser le choix de l'évaluateur externe, nous vous proposons ci-joint un dossier en deux parties principales :

1. Les éléments concernant l'évaluation externe que nous avons repris sur le site de l'ANESM le 16.01.2011.
2. Un cahier des charges en pièces jointes pour mettre en œuvre un marché public avec :

- + Le règlement de consultation
- + Le cahier des clauses particulières
- + L'acte d'engagement
- + Le PV de réception des appels d'offres
- + Le Registre des plis
- + Le tableau d'analyse des offres
- + La notification du marché
- + Lettre de regret

Les éléments de ce dossier sont apportés à titre d'exemple. Ce dossier a été réalisé sur un établissement. Il est à adapter en fonction de votre établissement ou service.

Pour mémoire, le montant des seuils au-delà duquel il est obligatoire de lancer une procédure de marché public vient de passer de 4000€ à 15000€. Cela signifie qu'en dessous de ce seuil les organismes publics ne seront plus obligés d'effectuer une <http://www.marchespublicspme.com/lexique/17/> publicité et de lancer une procédure. Ils pourront interroger directement des entreprises pour effectuer une mise en concurrence.

Le dossier présenté a été réalisé sous la forme d'une Procédure Adaptée selon les articles 26, 28 et 40 du Code des Marchés Publics. Il peut toutefois vous être une aide pour une mise en concurrence simple.

**Les éléments concernant l'évaluation externe que nous avons repris sur le site de l'ANESM**  
[http://www.anesm.sante.gouv.fr/spip.php?page=rubrique&id\\_rubrique=170](http://www.anesm.sante.gouv.fr/spip.php?page=rubrique&id_rubrique=170)

L'évaluation externe a été introduite par la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.

Portant sur les activités et la qualité des prestations des établissements et services visés à l'article L.312-1 du code de l'Action sociale et des familles (CASF), l'évaluation externe porte de manière privilégiée sur la pertinence, l'impact et la cohérence des actions déployées par les établissements et services, au regard d'une part, des missions imparties et d'autre part des besoins et attentes des populations accueillies (cf. décret n°2007-975 du 15 mai 2007, rubrique "Outils").

Les champs des évaluations externe et interne sont les mêmes afin d'assurer la complémentarité des analyses portées sur un même établissement ou service et de fait, pouvoir apprécier les évolutions et les effets des mesures prises pour l'amélioration continue du service rendu.

**Pour réaliser leur évaluation externe, les établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) doivent choisir des organismes habilités possédant des qualifications et compétences déterminées par le décret n°2007-975 du 15 mai 2007.**

1. Principes généraux
2. Calendrier
3. Choisir un organisme habilité
4. Déroulement de l'évaluation externe

Nombre d'évaluations externes des établissements et services sociaux et médico-sociaux

## **1. Principes généraux**

Les établissements et services sociaux ou médico-sociaux (ESSMS) visés à l'article L.312-1 du code de l'Action sociale et des familles (CASF) sont soumis à l'obligation d'évaluation externe.

Celle-ci est engagée à l'initiative de la personne physique ou morale de droit public ou de droit privé gestionnaire de l'établissement ou du service social ou médico-social, dans le respect du cahier des charges fixé par le [décret n°2007-975 du 15 mai 2007](#).

L'évaluation externe est réalisée dans le cadre habituel des procédures de mise en concurrence, et pour les établissements publics, dans le respect des règles du code des marchés publics.

## **2. Calendrier**

**Plus de 24 000 établissements et services verront leur autorisation renouvelée le 4 janvier 2017. Ces structures devront avoir adressé leurs résultats d'évaluation interne aux autorités de contrôle et de tarification avant le 31 décembre 2013 et le rapport d'évaluation externe avant le 31 décembre 2014.**

L'article 124 de loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (dite « HPST »), codifié à l'article 312-8 du code de l'Action sociale et des familles, et le décret d'application n°2010-1319 du 3 novembre 2010 relatif au calendrier des évaluations et aux modalités de restitution des résultats des évaluations des ESSMS ont modifié le calendrier des évaluations initialement prévu par la loi du 2 janvier 2002.

La loi n°2009-879 du 21/07/2009 a modifié le calendrier de l'évaluation. Les ESSMS visés à l'article L.312-1 du CASF sont tenus de procéder à **deux évaluations externes** entre la date de l'autorisation et le renouvellement de celle-ci. Le calendrier de ces évaluations est fixé par le [décret n°2010-1319 du 3 novembre 2010](#).

**Par dérogation**, les ESSMS autorisés et ouverts avant la promulgation de la loi procèdent au moins à une évaluation externe au plus tard deux ans avant le renouvellement de leur autorisation.

### 3. Choisir un organisme habilité

Seuls les organismes habilités par l'Anesm peuvent procéder à l'évaluation externe de votre établissement ou service.

- Cette habilitation ne concernera aucune autre activité.
- Elle est déclarative, c'est-à-dire qu'elle ne garantit pas que l'organisme respecte les qualifications et compétences requises par le décret n°2007-975 du 15 mai 2007, ni ses obligations sociales et fiscales.

#### ATTENTION

Il appartient aux ESSMS de choisir des organismes habilités proposant des qualifications et compétences déterminées par le décret 2007-975 du 15 mai 2007. Ceux-ci figurent sur la liste publiée le 30 juin 2009 par l'Anesm et mise à jour régulièrement.

### 4. Déroulement de l'évaluation externe

- L'évaluation externe doit être réalisée dans le respect du cahier des charges fixé par le décret n°2007-975 du 15 mai 2007 et des engagements pris par les organismes pour être habilités.
- La personne physique ou morale de droit public ou de droit privé gestionnaire de l'établissement ou du service devra recevoir les résultats de l'évaluation externe sous la forme d'un rapport transmis par l'organisme habilité.
- Cette même personne le transmettra à l'autorité ayant délivré l'autorisation conformément aux dispositions prévues aux articles L.312-8, L.313-1, et L.313-5 du code de l'Action sociale et des familles.

#### Evaluation interne

L'évaluation interne repose sur une démarche continue retracée dans le rapport d'activité des ESSMS.

**Principe :** Les résultats de l'évaluation interne sont transmis tous les 5 ans à l'autorité ayant délivré l'autorisation ou lors de la révision de leur contrat pour les ESSMS qui ont conclu un contrat pluriannuel.

**Dérogation :** Pour les établissements et services autorisés et ouverts avant le 22 juillet 2009, les résultats d'une évaluation interne au moins sont communiqués au plus tard trois ans avant la date du renouvellement de leur autorisation.

Sauf pour :

- les ESSMS relevant des secteurs de la protection de l'enfance et de la protection judiciaire de la jeunesse qui mettent en œuvre les mesures éducatives ordonnées par l'autorité judiciaire (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) ou prévues dans le code Civil (article 375 à 375-8) ou celles concernant les majeurs de moins de 21 ans ou encore les mesures d'investigation prévues dans le code de

Procédure civile et par l'ordonnance citée ci-dessus. Ces établissements et services disposent en effet d'un délai de 5 ans à compter de la publication de la loi ;

- les ESSMS relevant du secteur de l'addictologie (alinéa 9 du 1 du L.312-1) dont les centres de soins, d'accompagnement et de prévention, les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques, les lits « halte soins santé » et les appartements de coordination thérapeutique) qui doivent communiquer ces résultats au plus tard deux ans après la date du renouvellement de leur autorisation. A l'issue de ce cycle, les ESSMS restituent les résultats de l'évaluation dans les conditions réglementaires, soit au plus tard trois ans avant la date du renouvellement de leur autorisation.

**NB : Les ESSMS concernés devront avoir adressé leurs résultats d'évaluation interne aux autorités de contrôle et de tarification avant le 31 décembre 2013.**

### Evaluation externe

**Principe :** les établissements et services mentionnés à l'article L.312-1 du CASF sont tenus de procéder à **deux évaluations externes** entre la date de l'autorisation et le renouvellement de celle-ci (art.L 312-8 du CASF). Le décret n°2010-1319 du 3 novembre 2010 codifié à l'article D. 312-205 du CASF prévoit que les ESSMS doivent procéder à deux évaluations externes entre la date d'autorisation et son renouvellement : la première, au plus tard 7 ans après la date de l'autorisation et la seconde, au plus tard deux ans avant son renouvellement. En cas de contrat pluriannuel, le calendrier peut être prévu dans le contrat, dans les limites réglementaires.

**Dérogation :** Afin de tenir compte de la fin de validité des autorisations généralement de 15 ans, et des obligations faites aux établissements et services depuis la loi du 2 janvier 2002, les mesures transitoires ont été prises pour définir ce qui serait exigé d'ici à 2017 (date de fin des autorisations des ESSMS délivrées au titre de la loi du 2 janvier 2002). Par dérogation, les établissements et services mentionnés à l'article L. 312-1 du CASF autorisés et ouverts avant la promulgation de la loi du 21 juillet 2009 procèdent au moins à **une évaluation externe** au plus tard deux ans avant le renouvellement de leur autorisation.

**NB : Les ESSMS doivent donc adresser les résultats de l'évaluation externe aux autorités de contrôle et de tarification avant le 31/12/2014.**

Concernant **les dispositions transitoires prévues** par la loi HPST du 21 juillet 2009, si l'arrêté d'autorisation d'un établissement ou d'un service est antérieur à la loi et que l'ouverture effective a été effectuée après la publication de celle-ci cet établissement ou ce service n'est pas régi par ces dispositions.

Il faut dans ce cas se reporter aux principes fixés par la loi :

- communication des résultats de l'évaluation interne tous les 5 ans
- 2 évaluations externes entre la date d'autorisation et son renouvellement

## Cas particuliers

### Les organismes agréés de services à la personne (OASP)

Les services d'aide et d'accompagnement à domicile disposent d'un droit d'option qui les conduit à choisir entre la procédure d'autorisation classique ou la procédure d'agrément qualité (art.L 313-1.2 du CASF).

- ✂ Les services **autorisés** sont soumis aux dispositions générales concernant les ESSMS évoquées plus haut.
- ✂ Les services agréés et certifiés sont dispensés d'évaluation externe (art. D347-2) sous certaines conditions (art. D347-3 du CASF) 2.
- ✂ Les services agréés non certifiés doivent faire procéder à **une évaluation externe tous les 5 ans** (art. D 347-1 du code de l'Action sociale et des familles).

**Transmission des résultats :** Ces services doivent transmettre au Préfet les résultats de l'évaluation externe 6 mois au moins avant la date limite de dépôt de la demande de renouvellement de l'agrément (soit 9 mois au moins avant la fin de l'agrément).

**Concernant les dispositions transitoires** prévues par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 (dite loi HPST) pour les établissements et services PJJ autorisés et ouverts antérieurement à cette loi, la réalisation d'une évaluation externe n'est pas exigible.

**NB :** Les services dont **l'agrément expire en 2011** pourront communiquer leurs résultats au Préfet au plus tard 3 mois avant la date limite de dépôt de la demande (soit 6 mois au moins avant la fin de l'agrément). [\[1\]](#)

### Les textes relatifs à l'évaluation

Circulaire n° DGCS/SD5C/2011/398 du 21 octobre 2011 relative à l'évaluation des activités et de la qualité des prestations délivrées dans les établissements et services sociaux et médicosociaux ([>> Consultez le pdf](#)).

Le décret n°2010-1319 du 3 novembre 2010 relatif aux calendriers des évaluations et aux modalités de restitution des résultats des évaluations des établissements sociaux et médico-sociaux ([>> Consultez le pdf](#)).

Le décret n°2007-975 du 15 mai 2007 (fixant le contenu du cahier des charges) ([>> Consultez le pdf](#)) ;

L'article [L.312-1](#) du CASF : "Etablissements et services sociaux et médico-sociaux" ;

L'article [L.312-8](#) du CASF : "Evaluation et systèmes d'information" ;

L'article [L.313-5](#) du CASF : renouvellement de l'autorisation et résultats de l'évaluation externe ;

## Les textes relatifs aux services à domicile ayant opté pour l'agrément qualité

[Programme national pour le renouvellement de l'agrément qualité](#), daté du 1er février 2010, cosigné par la DGCIS, la DGAS, la CNSA et l'ANSP.

Circulaire ANSP / DGEFP / DGAS n°1 du 15 mai 2007 relative à l'agrément des organismes de services à la personne

([>> Consultez le pdf](#)) ;

[Arrêté du 24 novembre 2005](#) fixant le cahier des charges relatif à l'agrément qualité prévu au premier alinéa de l'article L.129-1" (recodifié L.7231-1) du code du Travail ;

[Décret n°2006-912](#) relatif à "l'évaluation applicable aux services d'aide et accompagnement à domicile ayant opté pour l'agrément prévu à l'article L.129-1 du code du Travail" (codifié aux articles D.347-1 à D.347-3 du CASF) ;

L'article [L.313-1-2](#) : droit d'option et principe de l'évaluation externe applicable aux OASP ayant opté pour l'agrément qualité ;

La décision n°2011001 du 10 mai 2011 relative à la mise en oeuvre des dispositions de suivi de l'activité des organismes habilités au titre de l'article L.312-8 du code de l'Action sociale et des familles ([>> Consultez le pdf](#)). Ainsi que le courrier d'accompagnement de la décision, qui leur a été adressé ([>> Consultez le pdf](#)) ;

Un extrait du rapport d'activité 2010 de l'agence intitulé "L'Anesm, un acteur du dispositif de renouvellement des autorisations" ([>> Consultez le pdf](#)) ;

La décision n°2010001 du 2 juillet 2010 relative à la mise en oeuvre des dispositions de suivi de l'activité des organismes habilités au titre de l'article L.312-8 du code de l'Action sociale et des familles ([>> Consultez le pdf](#)).

[Les recommandations de bonnes pratiques](#) ;

Les deux avis du Conseil scientifique de l'Anesm rendus le 8 juillet relatifs aux évaluateurs des organismes habilités et à la composition des équipes ([>> Consultez l'avis 2009-23](#) et/ou [l'avis 2009-22](#)) ;

Une note d'information adressée aux membres du Comité d'orientation stratégique (Cos) de l'Anesm sur le dispositif d'évaluation externe pour diffusion dans leurs réseaux et auprès de leurs adhérents ([>> Consultez le pdf](#)) ;

## Divers outils

- ◆ **Le tableau (.xls) "évaluations externes réalisées / en cours" : rapport d'activité (à renseigner par les organismes habilités)** (>> [Téléchargez le tableau](#)). Ce-dernier est accompagné de sa [notice explicative](#) et d'une [note aux organismes habilités](#) sur le bilan de la campagne de contrôle des rapports d'activités du 1<sup>er</sup> semestre 2011 ;
- ◆ Bilan des évaluations externes au 30 juin 2011(>> [Consultez le pdf](#)) ;
- ◆ Un diporama présenté le 2 décembre 2010 ([cf. page dédiée à l'événement](#)) intitulé **Evaluation externe : Enjeux et modalités de traitement** (>> [Consultez le pdf](#)) ;
- ◆ Un document (pdf) présentant **Le point sur l'engagement de l'évaluation externe** présenté le 2 décembre 2010 (>> [Consultez le pdf](#)) ;
- ◆ Un diaporama (ppt) relatif aux **différents aspects de contenu et de méthode de la démarche d'évaluation** sur lesquels s'appuie l'Anesm (*présenté aux candidats le 23 juin 2009, journée organisée par l'Anesm*) (>> [Consultez le pdf](#)) ;
- ◆ Un document (pdf) reprenant **l'essentiel des réponses aux questions des participants à la journée du 23 juin 2009** sur les aspects juridiques de l'habilitation et sur la démarche d'évaluation externe (>> [Consultez le pdf](#)) ;